

Dossier de Demande d'Enregistrement ICPE et d'Agrément « Centre VHU »

PRESENTATION DE LA DEMANDE

Demandeur :

FONTENAY PIECES AUTO

SITE CONCERNE PAR LA DEMANDE :

RN7, lieu-dit « Les Stations »
45210 FONTENAY-SUR-LOING

Dossier DDEE n° 6920 – Version n°2
Date : 24/11/2021

Dossier constitué par la société FONTENAY PIECES AUTO,
avec la collaboration du bureau d'études ASSYST ENVIRONNEMENT



SIÈGE SOCIAL

7, avenue Désirée 92250 La Garenne-Colombes
Tél. : +33 1 41 19 94 93 • Fax : +33 1 41 19 94 81
Courriel : contact@assystenvironnement.fr
www.assystenvironnement.com

TABLE DES MATIERES

1	Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-3 du code de l'env.)	3
1.1	Identification du demandeur	3
1.2	Emplacement du site	4
1.3	Activités projetées et classement ICPE	8
1.4	Description des incidences notables du projet	9
2	Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-4 du code de l'env.)	10
2.1	Carte au 1/25 000 ^{ème} (ou 1/50 000 ^{ème})	10
2.2	Carte au 1/2 500 ^{ème} au minimum	10
2.3	Plan d'ensemble à l'échelle 1/200 ^{ème}	10
2.4	Compatibilité du projet avec l'affectation des sols	11
a.	Occupation des sols	11
b.	Prise en compte des risques technologiques et naturels	11
2.5	Avis sur l'usage futur du site	14
2.6	Evaluation d'incidence NATURA 2000	15
2.7	Capacités Techniques et Financières	16
a.	Description des activités et des installations de récupération, dépollution, démontage de VHU	16
b.	Capacité Technique	23
c.	Capacité Financière	24
2.8	Justification du respect des prescriptions générales applicables	24
2.9	Compatibilité du projet avec certains plans, schémas et programmes	25
a.	(Point 4°) Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement ;	25
b.	(Point 5°) Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ;	27
c.	(Point 17°) Schéma mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement ;	28
d.	Plans de Préventions et de gestions des déchets	28
e.	(Point 24°) Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ;	30
f.	Mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R.222-36	30
3	Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-5 du code de l'env.)	31
4	Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-6 du code de l'env.)	31
4.1	Permis de construire	31
4.2	Permis de défrichement	31
5	Garantie Financière	32

1 Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-3 du code de l'env.)

Le présent paragraphe détaille les éléments de réponses en application de l'article R512-46-3 du code de l'environnement. Ces éléments sont formalisés dans le document CERFA n°15679-02, joint à la présente demande d'enregistrement.

Les installations soumises au régime de l'enregistrement des installations classées pour la protection de l'environnement doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas au titre de l'article R122-2 du code de l'environnement. Ainsi, le CERFA n°14734*03 est également joint à la présente demande d'enregistrement.

1.1 Identification du demandeur

Le demandeur est la société FONTENAY PIECES AUTO (Cf. Extrait Kbis en [Annexe 1](#)).

Les données administratives relatives au demandeur sont les suivantes :

Raison sociale :	FONTENAY PIECES AUTO
Forme juridique :	SASU (Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle)
Qualité du signataire :	Gérant
Responsable du dossier :	M. Christophe KASAPOGLU
Adresse du siège social :	RN7, lieu-dit « Les Stations » 45210 FONTENAY-SUR-LOING
Adresse du projet :	RN7, lieu-dit « Les Stations » 45210 FONTENAY-SUR-LOING
Coordonnées :	Tél : 09 50 76 13 96 Mob : 06 32 81 67 79 Mail : slcars45210@gmail.com
N° de SIRET :	850 205 865 000 15
Code APE :	5221Z

1.2 Emplacement du site

Le site visé par la demande est localisé sur la Route Nationale 7, lieu-dit « Les Stations », sur la commune de Fontenay-sur-Loing (45210). Le site est implanté en région Centre-Val de Loire, dans le département du Loiret et à environ 60 km à l'Est de la commune d'Orléans.

Le plan de localisation du site sur un extrait de carte IGN est présenté ci-dessous en Figure 1.



Figure 1 : Localisation du site sur extrait de carte IGN (Source : Géoportail.fr)

Le site sera implanté à la périphérie Nord du centre-ville de la commune de Fontenay-sur-Loing.

Les coordonnées géographiques en Lambert II étendues au centre du site sont les suivantes :

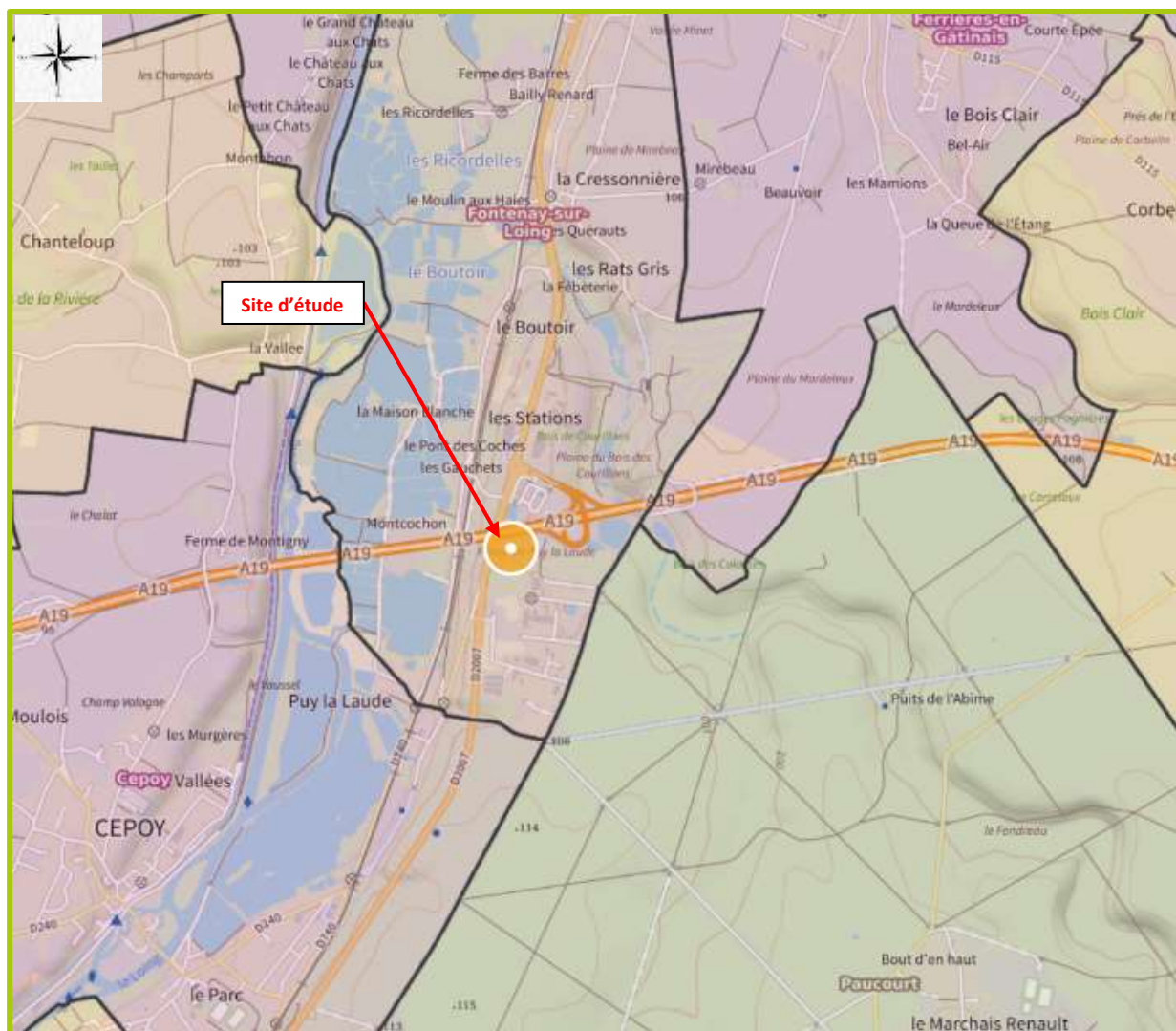
X : 631931,62 m ;

Y : 2340283,73 m.

L'altitude au niveau du site est de l'ordre de + 100,5 m NGF.

- Paucourt (45200) au Sud-Est;
- Cepoy (45120) au Sud-Ouest ;
- Ferrières-en-Gâtinais (45210) à l'Est.

La carte de localisation des communes à proximité du site est présentée ci-après en Figure 2.



Numéro de parcelles répondant à la réglementation des installations classées :

Ces parcelles font l'objet de la demande d'enregistrement et d'agrément VHU pour la rubrique 2712-1, et seront toutes dédiées à l'activité.

Pour son exploitation, la société FONTENAY PIECES AUTO est locataire du terrain.

Le propriétaire du terrain, la SCI FL 45, représentée par Monsieur Fabrice LESAGE, a donné son accord pour l'exploitation de son site en centre VHU.

Une copie de la signature du bail de propriété entre le propriétaire et le gérant de la société FONTENAY PIECES AUTO est jointe en **Annexe 2**.

Abords de l'installation classée :

Le site est localisé sur la Route Nationale 7, au lieu-dit « Les Stations », sur la commune de Fontenay-sur-Loing (45210).

Autour du site et dans un rayon de 200 m, on note la présence de bâtiments à usage d'industrie ou de commerce, des espaces végétalisés, et des habitations situées au Sud-Ouest.

Ainsi, sur les parcelles limitrophes du site FONTENAY PIECES AUTO, sont présents :

- ▶ au Nord : des espaces verts et l'Autoroute A19,
- ▶ à l'Est : des espaces verts,
- ▶ au Sud : le centre VHU « LA RETROSPECTIVE » et le magasin de meubles « Meubles Grégoire »,
- ▶ à l'Ouest : la Route Nationale 7 et une zone enherbée.

La vue aérienne des abords du site est présentée ci-après en Figure 3.



Figure 3 : Vue aérienne des alentours du site (Source : Géoportail.fr)

L'habitation la plus proche est localisée à environ 80 mètres au Sud-Ouest du site d'exploitation. A noter, que la localisation de l'habitation se trouvera du côté du stockage des véhicules d'occasion.

L'ensemble de ces éléments est présenté sur le plan des abords, joint en **Pièce jointe n°2**.

Limites de l'installation classée :

Les limites du site seront constituées :

- ▶ au Nord par une clôture d'une hauteur supérieure à 2,5 m, et un mur ainsi qu'une haie végétalisée ;
- ▶ à l'Est le site n'est pas clôturé, il est en effet ouvert sur d'autres parcelles louées par l'exploitant, mais qui ne font pas partie de l'emprise ICPE ;
- ▶ à l'Ouest par une clôture d'une hauteur supérieure à 2,5 m munie d'un portail motorisée ;
- ▶ au Sud par un bardage rigide d'une hauteur de 2,5 m, ainsi qu'une haie végétalisée

Le site sera accessible par l'Ouest, depuis la Route National 7, via un portail de 8 m de large emprunté par la clientèle et le personnel de la société.

Cet accès permettra d'accéder au parking clients et personnels, revêtu d'une dalle en enrobé. Cet accès sera également utilisé pour les apports de VHU par les camions de transport et de collecte, et par les secours.

Le site dispose toutefois d'une clôture grillagée d'une hauteur d'environ 2 mètres entre le parking et la zone de dépollution (voir le plan d'ensemble joint en **Pièce jointe n°3**). Cette clôture ne sera ouverte que lorsqu'un véhicule apportera des VHU ou pour faire rentrer des véhicules destinés à la réparation.

Le site est aménagé et présente des sols recouverts d'une dalle béton au droit des zones de VHU à dépolluer et dépollués, et du hangar.

1.3 Activités projetées et classement ICPE

Nature des activités :

La société FONTENAY PIECES AUTO exploitera sur le site les activités suivantes :

- ▶ Récupération, dépollution, démantèlement de véhicules hors d'usages,
- ▶ Dépannages, remorquages de véhicules,
- ▶ Vente de pièces détachées neuves et d'occasion,
- ▶ Vente de véhicules d'occasion,
- ▶ Garage mécanique, entretien et réparation,
- ▶ Relais colis.

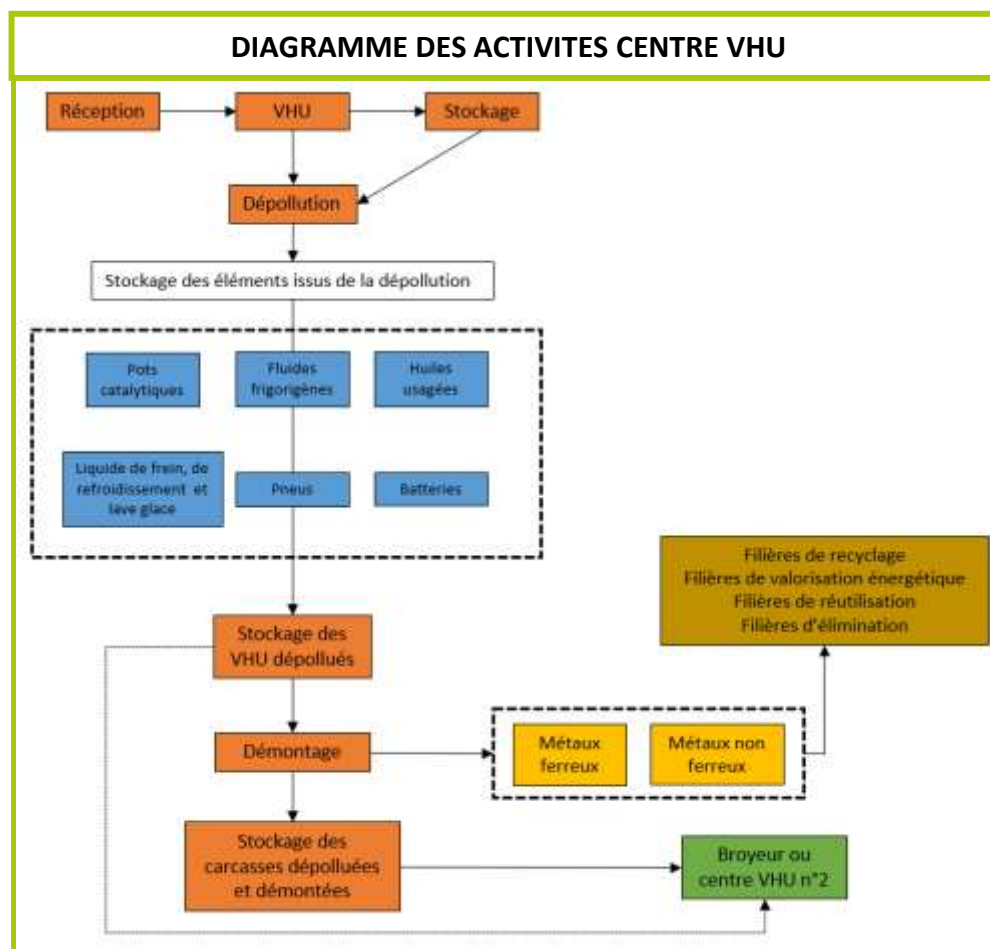


Figure 4 : Diagramme des activités Centre VHU

Bâtiment et hangar sur site :

La superficie du hangar est de 370 m² pour une hauteur de près de 8 m.

Le hangar abrite les éléments suivants :

- ▶ Atelier de dépollution et démontage : 220 m² ;
- ▶ Atelier de réparation : 100 m²
- ▶ Stockage des pièces détachées : 100 m² (50 m² au rez-de-chaussée et 50 m² en mezzanine).

Le hangar dispose d'une structure et une ossature métallique, des murs extérieurs en bardage en tôle, une toiture soutenue par une charpente métallique et d'un revêtement au sol étanche.

Le bâtiment en béton, d'une superficie de 85 m², abrite les bureaux et fait office d'accueil clients. Les murs et les portes du bâtiment donnant sur le hangar ont des caractéristiques REI 120.

Le bâtiment et le hangar sont raccordés aux réseaux électriques, télécommunication, eau potable et eau usée domestique présents au niveau de la Route Nationale 7.

Volume d'activité prévu concernant l'activité de « Centre VHU » :

Activité	Volume d'activité maximum
Nombre moyen de VHU traités par an	Environ 1 200 véhicules hors d'usage traités/an
VHU en attente de dépollution	230 m ²
Atelier de dépollution et de démontage	220 m ²
VHU dépollués	220 m ²
Stockage Pièces détachées	100 m ²

Rubrique de la nomenclature dont le site relève :

Rubrique ICPE	Désignation des activités	Capacités pour lesquelles la demande est sollicitée	Régime
2712	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	Surface d'emprise cadastrale : 3 384 m ² Surface dédiée à l'activité : 3 284 m ² Hors zone de stockages des pièces détachées destinées à la vente	-E-

-A- : Autorisation -E- : Enregistrement -D- : Déclaration -C- : Contrôle périodique -NC- : Non Classable

1.4 Description des incidences notables du projet

Le 4^{ème} point de l'article R512-46-3 du code de l'Environnement demande « Une description des incidences notables qu'il est susceptible d'avoir sur l'environnement, en fournissant les informations demandées à l'annexe II. A de la directive 2011/92/ UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. »

Ainsi la directive en question et plus particulièrement l'annexe II.A : Informations visées à l'article 4, paragraphe 4 (informations à fournir par le maître d'ouvrage sur les projets figurant à l'annexe II), stipule que les informations à fournir sont :

1. Une description du projet, y compris en particulier :

- a) une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet et, le cas échéant, des travaux de démolition ;
- b) une description de la localisation du projet, en accordant une attention particulière à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées.

2. Une description des éléments de l'environnement susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet.

3. Une description de tous les effets notables, dans la mesure des informations disponibles sur ces effets, que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant :

- a) des résidus et des émissions attendus ainsi que de la production de déchets, le cas échéant ;
- b) de l'utilisation des ressources naturelles, en particulier le sol, les terres, l'eau et la biodiversité.

4. Il est tenu compte des critères de l'annexe III, le cas échéant, lors de la compilation des informations conformément aux points 1 à 3.»

Ces points sont détaillés dans le document CERFA n°15679-02 joint formalisant la demande.

2 Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-4 du code de l'env.)

Le paragraphe suivant détaille les différentes pièces à joindre en réponse aux éléments demandés à l'article R.512-46-4 du code de l'Environnement.

2.1 Carte au 1/25 000^{ème} (ou 1/50 000^{ème})

Carte au 1/25 000^{ème} jointe en **Pièce jointe n°1**, laquelle constitue également l'annexe 2 **du CERFA n°14734*03 au cas par cas.**

2.2 Carte au 1/2 500^{ème} au minimum

Une carte au 1/ 2 500^{ème} des abords de l'installation dans un périmètre de 100 m augmenté de 100 m (soit 200 m) est jointe en **Pièce jointe n°2**, laquelle constitue également l'annexe 5 **du CERFA n°14734*03 au cas par cas.**

2.3 Plan d'ensemble à l'échelle 1/200^{ème}

Un plan d'ensemble à l'échelle 1/200^{ème} dans un périmètre de 35 m autour du site est joint en **Pièce jointe n°3**, laquelle constitue également l'annexe 4 **du CERFA n°14734*03 au cas par cas.**

2.4 Compatibilité du projet avec l'affectation des sols

a. Occupation des sols

Le terrain concerné par les activités de la société FONTENAY PIECES AUTO correspond aux parcelles n° parcelles n°1746, 1821, 1994, 1824, 1743, 1740, 1826, 1742, 1745, 1996 et 1998 de la section B du cadastre de la commune de Fontenay-sur-Loing.

Ces parcelles font parties de la zone UE du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fontenay-sur-Loing, approuvé le 30 mars 2005, révisé le 2 octobre 2013 et modifié le 9 juillet 2014 et le 10 décembre 2014.

Le règlement de la zone U4m ainsi qu'un extrait du plan de zonage du PLU sont joints en **Pièce Jointe n°4**.

D'après le règlement de la zone UE, celle-ci est « une zone destinée à recevoir des établissements industriels ou commerciaux, des entreprises artisanales, des entrepôts et des bureaux ».

Parmi la liste d'occupations et utilisations du sol interdites à l'article UE 1, et la liste d'occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières à l'article UE 2, aucune ne s'oppose à l'activité que la société FONTENAY PIECES AUTO souhaite implanter sur ce site.

b. Prise en compte des risques technologiques et naturels

Il n'a pas été établi de Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) sur la commune de Fontenay-sur-Loing.

Selon la base de données internet des ICPE (<http://www.georisque.gouv.fr>), il existerait deux installations classées localisées dans un rayon de 500 m autour du site.

Nom	Régime ICPE	Activité	Distance
LA RETROSPECTIVE	Enregistrement	Centre VHU	Parcelle voisine du site
LOIRET AFFINAGE	Autorisation	Métallurgie de l'aluminium	420 m

On note l'absence de canalisations de transports de matières dangereuses sur la commune de Fontenay-sur-Loing.

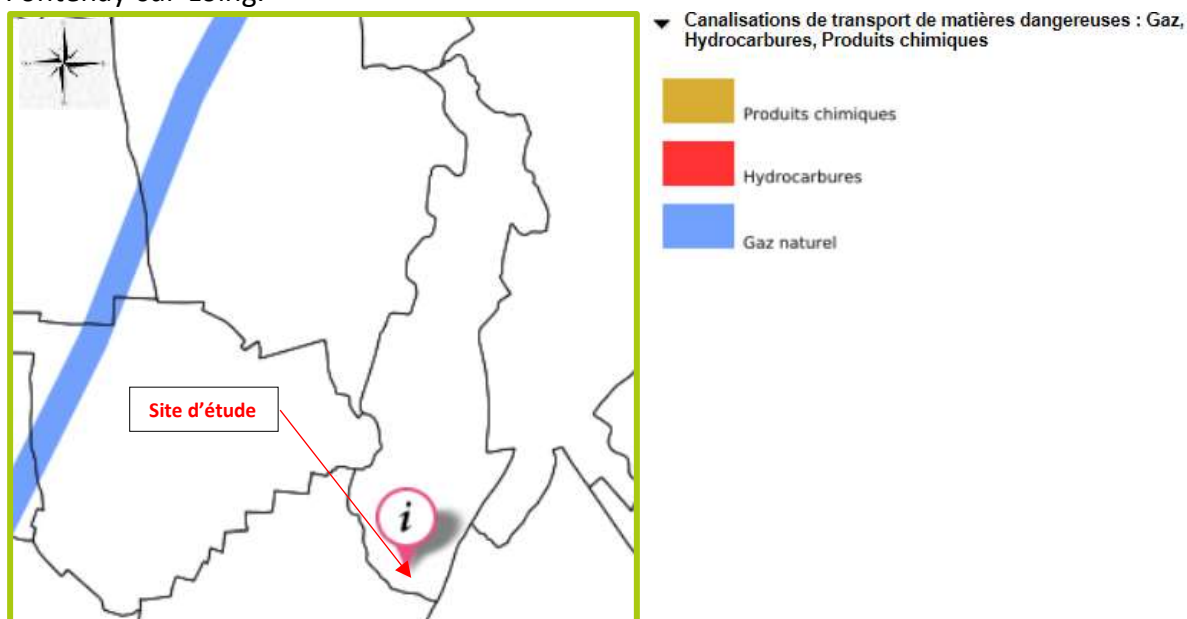


Figure 5 : Vue aérienne canalisations de matières dangereuses (Source : www.georisques.gouv.fr)

D'après les informations transmises sur le site internet georisques.gouv.fr, la commune de Fontenay-sur-Loing est concernée par 5 arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles :

- ▶ Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1 en 1999,
- ▶ Inondations et coulées de boue : 2 en 2016 et 2018,
- ▶ Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse : 1 en 1993,
- ▶ Mouvements de terrains différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1 en 2019.

La commune de Fontenay-sur-Loing dispose d'un plan des servitudes, formé par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la vallée du Loing sur l'agglomération montargoise et le Loing aval, approuvé par arrêté préfectoral du 20 juin 2007.

Le site de la société FONTENAY PIECES AUTO n'est pas concerné par le PPRI.

Un extrait du zonage du PPRI est présenté en Figure 6 ci-dessous :

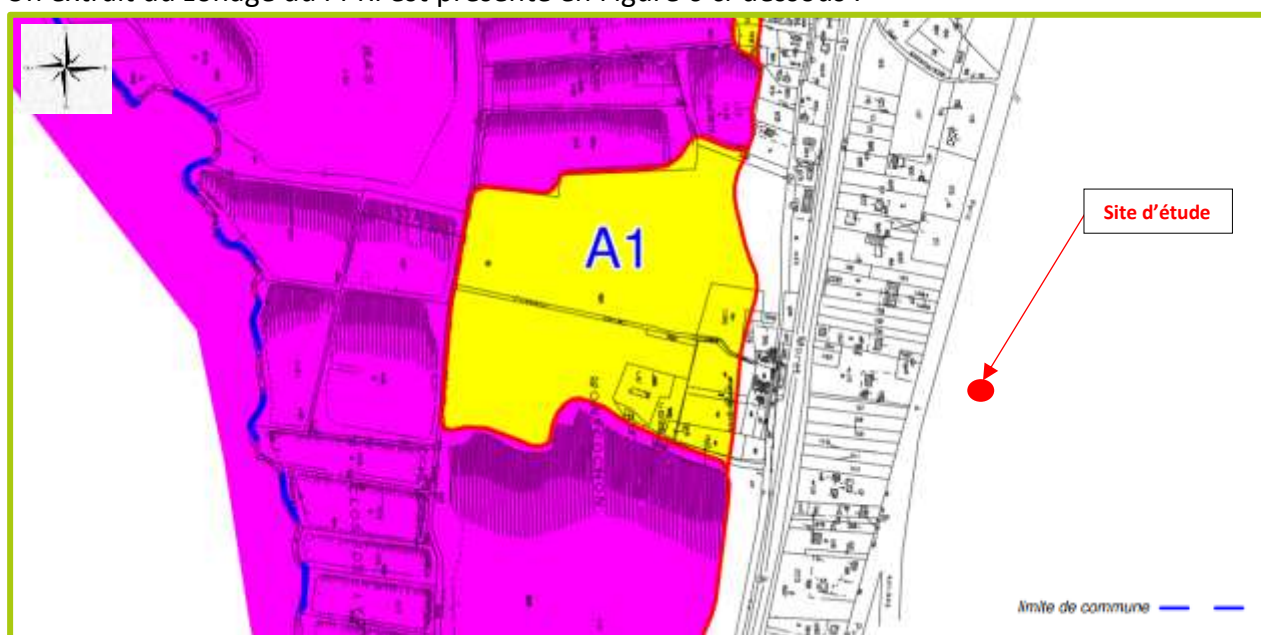


Figure 6 : Extrait du zonage du PPRI (Source : www.loiret.gouv.fr)

Selon la carte nationale de sensibilité aux remontées de nappes présentée ci-après en Figure 7, le terrain d'étude n'est pas concerné par le risque d'inondations par remontées de nappes.

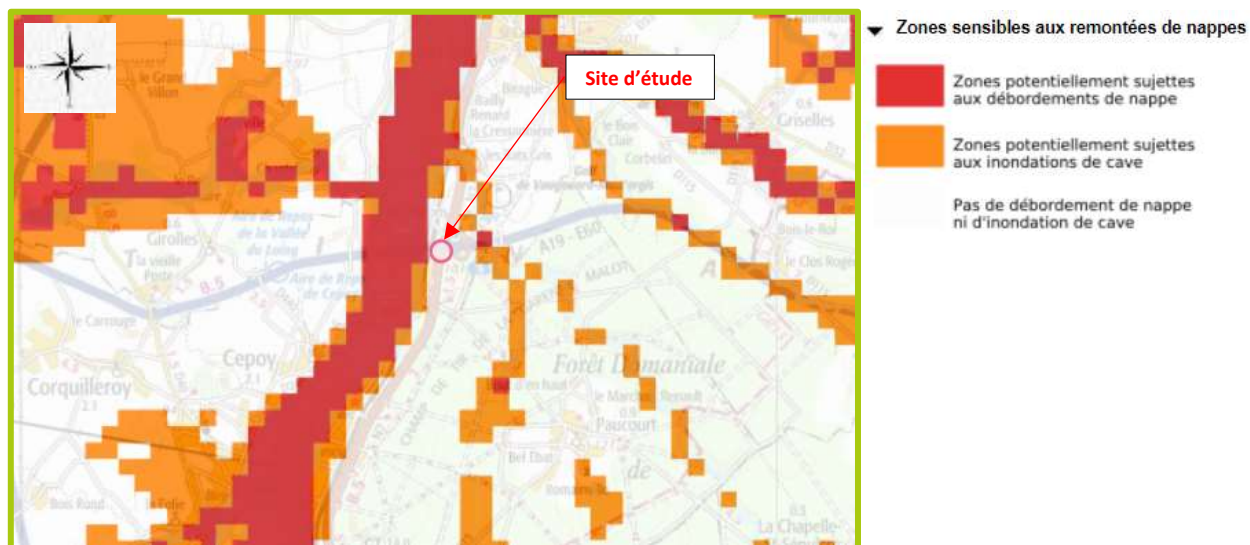


Figure 7 : Extrait carte des zones sensibles aux remontées de nappes
(Source : www.georisques.gouv.fr)

Selon les renseignements pris sur le site du département du Loiret (loiret.gouv.fr), le captage d'eau destiné à l'alimentation en eau potable et à usages domestiques le plus proche du site est localisé sur la commune de Cepoy à environ 1,3 km au Sud-Ouest du site.

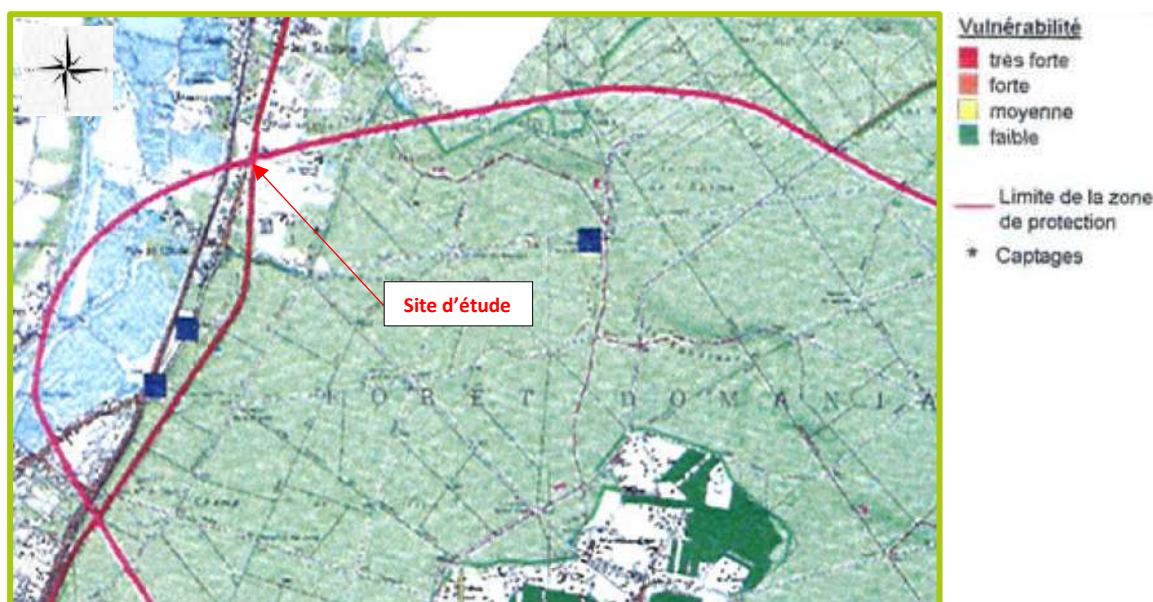


Figure 8 : Extrait carte périmètre de protection du captage AEP
(Source : www.loiret.gouv.fr)

Cependant, le site d'implantation de la société n'est inclus dans aucun périmètre de protection de ces captages d'eau. (Cf. Zonage périmètre de protection du captage AEP en [Annexe 3](#))

Concernant la sismicité, d'après les informations transmises sur le site internet georisques.gouv.fr, le risque de la commune de Fontenay-sur-Loing est très faible (1).

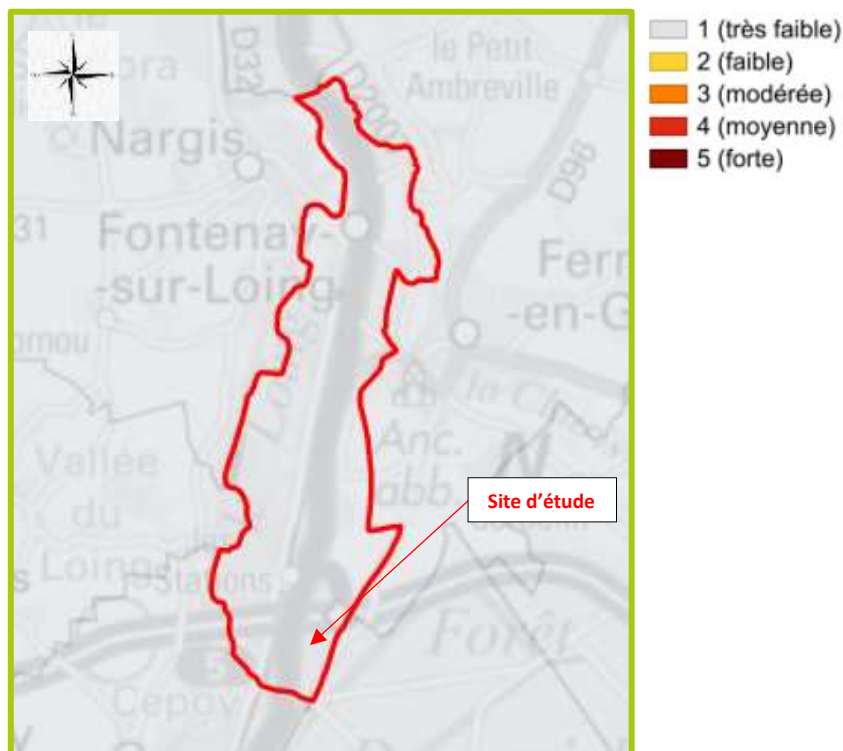


Figure 9 : Extrait carte séismes (Source : www.georisques.gouv.fr)

2.5 Avis sur l'usage futur du site

En cas de cessation d'activité, M. Christophe KASAPOGLU, gérant de la société FONTENAY PIECES AUTO, souhaite remettre le site en état pour un usage industriel tel que cela figure actuellement en zone UE sur le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fontenay-sur-Loing.

L'avis du propriétaire, la SCI FL 45, été consulté.

Dans son courrier de réponse à la demande, rédigé le 14 mai 2021 et joint en **Pièce jointe n°8**, le propriétaire Monsieur Fabrice LESAGE accorde un avis favorable quant à la remise en état du site pour un usage industriel en cas de cessation d'activité.

L'avis du Maire de Fontenay-sur-Loing a également été consulté.

Dans son courrier, joint en **Pièce jointe n°9** et dont la date de réception par la mairie est le 21 avril 2021, le maire ne s'oppose pas à une remise en état du site pour un usage industriel en cas de cessation d'activité.

2.6 Evaluation d'incidence NATURA 2000

Les zones classées NATURA 2000, autour du site de la société FONTENAY PIECES AUTO sont :

- NATURA 2000 Directive HABITAT (FR 2400525) « Marais de Bordeaux et Mignerette » à environ 11,3 km à l'Ouest du site :

« Les marais de Bordeaux et de Mignerette constituent les vestiges d'un vaste marais continental dont le drainage a débuté au XVIIIème siècle. Malgré une gestion d'importantes surfaces en peupleraie et la mise en culture, il subsiste encore des stations de *Cladium mariscus*, de *Sanguisorba officinalis* et de *Thalictrum flavum* (protégées en région Centre) » ;

- NATURA 2000 Directive OISEAUX (FR 2612008) « Etang de Galetas » à environ 19,5 km à l'Est du site :

« Le site est une zone importante sur le plan ornithologique, notamment pour la halte migratoire, du fait de sa position isolée dans le sud du bassin parisien, entre les réservoirs de la forêt d'Orient, l'axe de la Loire et les étangs de Sologne ou de la Brenne. Il attire une très grande variété d'oiseaux, même en effectif réduit ».



Figure 10 : Extrait carte des zones NATURA 2000 les plus proches du site
(Source : www.geoportail.gouv.fr)

Compte-tenu de la localisation du site de la société FONTENAY PIECES AUTO en dehors des terrains d'emprise de ces zones classées NATURA 2000, et de l'éloignement par rapport à ces dernières, une évaluation d'incidence NATURA 2000 ne paraît pas pertinente à réaliser.

2.7 Capacités Techniques et Financières

Ce chapitre répond à la demande de pièce obligatoire au dossier mentionné dans le CERFA au n°15679-02, notamment la **Pièce Jointe n°5**.

a. Description des activités et des installations de récupération, dépollution, démontage de VHU

➤ Origine des VHU

La société accepte sur le périmètre de son site faisant l'objet du présent dossier d'Enregistrement deux catégories de véhicules susceptibles d'engendrer des nuisances sur l'environnement :

- ▶ Des véhicules hors d'usage (VHU) destinés à la destruction ;
- ▶ Des véhicules d'assurance accidentés (VA) en attente d'expertise par un expert pour statuer sur leurs devenir (il s'agit de véhicules en panne, ou accidentés non ICPE).

Les véhicules proviendront essentiellement de particuliers, de garages automobiles indépendants, de compagnies d'assurances et de fourrières automobiles.

La société recevra des VHU provenant du Loiret (45). La société réceptionnera également des VHU d'autres départements comme ceux de l'Eure-et-Loir (28), du Loir-et-Cher (41), du Cher (18), de la Nièvre (58), de l'Yonne (89), de la Seine-et-Marne (77) et de l'Essonne (91).

Pour autant, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, puisque la société acceptera les VHU provenant d'autres départements pour les cas où :

- ▶ un véhicule, immatriculé hors des départements prévus est tombé en panne dans un rayon de prise en charge par la société FONTENAY PIECES AUTO ;
- ▶ un véhicule, immatriculé hors des départements prévus dont le propriétaire a déménagé et n'a pas changé sa carte grise ;
- ▶ la société FONTENAY PIECES AUTO souhaite établir des partenariats avec des compagnies d'assurance, qui récupèrent des VHU dans toute la France.

La société FONTENAY PIECES AUTO ne prendra pas en charge les VHU hybrides et électriques.

➤ Prise en charge des VHU

La prise en charge des véhicules hors d'usage s'effectuera dans un premier temps par une prise en charge administrative sur la base de la carte grise du véhicule, le certificat de non gage, la pièce d'identité du propriétaire. Cette étape aboutira à l'émission du document CERFA 12514*01 « récépissé de prise en charge pour destruction – certificat de destruction d'un véhicule ». Un exemplaire sera conservé par la société FONTENAY PIECES AUTO, l'autre sera donné au remettant.

La société assurera par l'intermédiaire du SIV (Service d'Immatriculation des Véhicules) à l'annulation de l'immatriculation des véhicules.

Les VHU entrants pour destruction seront enregistrés sur un livre de police informatisé. La gestion administrative (livre de police, pièces détachées) se fera au moyen du logiciel adapté, OPISTO.

L'ensemble de ces véhicules seront livrés sur le site par l'accès se situant au Sud.
Suivant leur origine et leur statut, ils seront orientés vers la zone de stockage spécifique adaptée.

Les véhicules d'assurance accidentés en attente d'expertise, présentant des risques de pollution, n'entrent pas, du fait de leur statut, dans le cadre de la définition d'un véhicule hors d'usage et n'entrent pas dans le classement ICPE.

Au sens de l'article R.543-154 du Code de l'Environnement, « est regardé comme hors d'usage un véhicule que son détenteur remet à un tiers pour qu'il le détruise ou qu'il a l'obligation de détruire ». Ainsi, tant que l'expert n'a pas statué sur les véhicules accidentés, ceux-ci ne sont pas considérés comme étant hors d'usage. D'autre part, d'après la circulaire du 24 décembre 2010, relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets, et précisément dans son annexe 2, les critères de classement sous la rubrique 2712 excluent les points suivants :

- la zone de stockage des véhicules en attente d'expertise ;
- les zones de stockage et de vente de pièces détachées.

Néanmoins, au vu des risques que peuvent représenter ces véhicules, et vis-à-vis des nuisances qu'ils peuvent occasionner à l'environnement, la société FONTENAY PIECES AUTO assurera leur stockage sur un emplacement spécifique dans la zone de stockage des VHU non dépollués, constituée d'une surface étanche de type dalle en enrobé et reliée à un système de traitement des eaux pluviales sur le site.

A leur arrivée sur le site, les véhicules hors d'usage seront considérés comme étant en attente de dépollution. Ainsi, ils seront stockés sur la zone dédiée, sur une aire étanche de type dalle en enrobé, raccordée au séparateur d'hydrocarbures.

Cette zone dédiée sera située au Nord-Ouest du hangar, et présentera une surface totale d'environ 230 m², où les VHU seront entreposés les uns à côté des autres.

Les véhicules hors d'usage seront ensuite dépollués dans l'atelier de dépollution.

➤ **Les opérations de dépollution**

Au sens du point 7 de l'article R.543-155 du code de l'environnement, « est considérée comme une opération de dépollution toute opération consistant à extraire des véhicules hors d'usage les déchets dangereux, au sens des articles R.541-7 à R.541-11, et à extraire ou à neutraliser les composants susceptibles d'exploser ». Ainsi, nous allons présenter ci-dessous les opérations que réalisera la société FONTENAY PIECES AUTO lors de la première étape de dépollution des VHU. La lettre d'engagement au cahier des charges relatif à l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 se trouve en [Annexe 4](#).

L'atelier de dépollution et de démontage des VHU, est implanté à l'abri, dans le hangar. L'intégralité des surfaces au sol du hangar, soit environ 370 m², est étanche. Les sols de la mezzanine d'une surface de 50 m² sont également étanches.

La société va aménager son atelier dédié à la dépollution et au démontage des pièces détachées, de manière à être le plus efficace dans ces opérations.

La dépollution des véhicules sera réalisée sur pont élévateur. Les fluides extraits seront directement dirigés vers les stockages dédiés sur rétention.

Le détail de l'aménagement du site présentant les installations, les infrastructures, les activités et réseaux est joint sur le plan d'ensemble en **Pièce jointe n°3**.

- **Batteries :**

Les batteries seront retirées et placées dans un bac étanche d'une capacité de 1 500 litres, à l'abri. Elles seront collectées par la société STCM située à Bazoches-les-Gallerandes (45).

Le prix de rachat des batteries est variable tous les mois selon les cours. Tous les enlèvements feront l'objet d'un BSD.

- **Pots catalytiques :**

Les pots catalytiques seront récupérés pour leur valeur marchande. Ils seront ôtés lors de la dépollution pour être stockés dans un bac étanche d'une capacité de 800 litres.

Ils seront ensuite revendus aux clients comme pièces d'occasion ou à différentes sociétés habilitées comme HENSEL RECYCLING et NEW RAW MATERIALS située à Plombières-les-Bains (88) en charge de la revalorisation de matière.

- **Les véhicules avec GPL :**

Aucun véhicule fonctionnant au GPL ne sera accepté sauf si les opérations ont été réalisées au préalable par une société tierce spécialisée (Cf. Copie de l'attestation en **Annexe 5**).

- **Éléments filtrants :**

Les filtres seront récupérés et stockés dans de 2 fûts d'une capacité de 200 litres sur rétention. Ils seront éliminés par la société MARTIN Environnement située à Chevilly (45). Chaque enlèvement fera l'objet d'un BSD.

Cependant, les filtres seront laissés sur les moteurs, en cas de réemploi des moteurs.

- **Composants susceptibles d'exploser :**

Les airbags, prétensionneurs et autres éléments pouvant présenter un danger pour l'exploitation seront neutralisés par enlèvement de la batterie.

Sachant qu'aucun de ces éléments ne sera revendu aux particuliers, ils pourront être revendus à des professionnels.

- **Carburants :**

Les carburants tels que l'essence et le gasoil seront récupérés par aspiration dans des cuves métalliques étanches de 1 000 litres sur rétention. S'ils sont potentiellement réutilisables, ils seront directement redistribués soit dans les véhicules de services de la société, dans les fenwicks ou les dépanneuses.

- **Huiles usagées :**

Les huiles usagées moteurs et hydrauliques (boîtes de vitesse, amortisseurs, direction assistée...) seront retirées par vidange gravitaire et stockées dans une cuve d'une capacité de 1 000 litres stockée à l'abri et sur bac de rétention.

La collecte de ces huiles se fera dès que nécessaire par la société MARTIN Environnement située à Chevilly (45). Ces enlèvements feront tous l'objet d'un bon d'enlèvement ainsi qu'un BSD établi par le collecteur et indiquant précisément les quantités, la nature des déchets enlevés et la destination finale.

- **Liquide de frein :**

Le liquide de frein sera retiré par aspiration et stocké dans une cuve de 1000 litres sous abri, et sur bac de rétention.

La collecte de ce liquide sera réalisée par une société agréée, MARTIN Environnement située à Chevilly (45). Ces enlèvements feront tous l'objet d'un bon d'enlèvement ainsi qu'un BSD établi par le collecteur et indiquant précisément les quantités, la nature des déchets enlevés et la destination finale.

- **Liquides de refroidissement et lave-glace :**

Les liquides de refroidissement seront extraits à l'aide d'une pompe d'aspiration puis stocké dans une cuve de 1 000 litres, à l'abri et sur rétention. La collecte se fera une fois par an ou plus si besoin par la société MARTIN Environnement située à Chevilly (45).

Le liquide de lave-glace sera extrait par pompe aspirante et récupéré dans une cuve de 1 000 litres. Il sera ensuite réutilisé par la société.

- **Les gaz des systèmes de climatisation :**

Les fluides composants les circuits d'air conditionné seront enlevés à l'aide d'un extracteur de gaz de climatisation.

M. Christophe KASAPOGLU dispose d'une attestation d'aptitude de catégorie V, jointe en **Annexe 6** du présent dossier. Les démarches pour l'obtention d'une capacité de catégorie V ont déjà été entreprises auprès de l'organisme SGS MAELIA.

- **Les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) :**

Dans le cas où l'exploitant aurait un doute, il s'informerait sur les fiches techniques présentes sur le site de consultation www.idis2.com. Si des produits concernés étaient trouvés, ils seraient mis en bacs au sein du bâtiment.

- **Les composants recensés comme contenant du mercure :**

Si des éléments recensés comme contenant du mercure seraient à retirer, les opérations seraient effectuées suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés et de leurs marques.

- **Pneumatiques :**

Les pneumatiques non-réutilisables usagés seront démontés et placés dans des containers couverts de 30 m³.

Les sociétés COPADDEX ou ALIAPUR se chargeront de les récupérer plusieurs fois par an.

Ceux ayant un potentiel de réutilisation seront stockés dans la partie pièces détachées du hangar, et revendus à des particuliers.

- **Autres composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium et du magnésium :**

Les composants métalliques en aluminium et cuivre (jantes, radiateurs...) seront retirés du véhicules car, soit pour leur réemploi en fonction du modèle et de l'état, soit pour leur recyclage (valorisation matière). Dans ce dernier cas, ils seront collectés par la société SRTM située à Boismorand (45).

Pour ceux contenant du cuivre et du magnésium, la société sera dans la capacité de les récupérer et de les stocker dans des bennes de 30 m³, dans le cas où ces éléments sont définis et localisés au sein des fiches techniques constructeurs.

- **Composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, ...) :**

En fonction du modèle, de l'état et de l'année du véhicule, les pièces intéressantes pour la revente seront démontées. Elles pourront être réutilisées en tant que pièces d'occasion.

Si leur état ne permet pas une réutilisation, elles seront placées dans des bennes pour élimination en centre de recyclage. Cependant, les pièces non-revendables et difficilement démontables seront laissées sur les véhicules et les matières pourront être recyclées après broyage.

- **Verre :**

Les pièces en verre ne seront pas revendues et seront laissées sur les véhicules. Les matières pourront être recyclées après broyage.

Les véhicules hors d'usage une fois dépollués ne présenteront plus de risques en matière de sécurité ou vis-à-vis de l'environnement. Ils subiront ensuite un démontage immédiat ou partiel des pièces.

➤ **Le démontage des VHU**

Les pièces réutilisables seront valorisées en tant que pièces d'occasion. En fonction du modèle et de l'année du véhicule, les pièces intéressantes pour la revente seront ainsi démontées et identifiées au moyen d'un marquage. Selon leur catégorie, elles seront placées en rayonnage dans la partie « pièces détachées » du hangar.

Le démontage, effectué par des démonteurs dans l'atelier de dépollution/démontage, pourra concerner :

- ▶ les éléments de carrosserie tels que capots, portes, ailes, pare-chocs, hayons, optiques de phare, clignotants, rétroviseurs, etc.
- ▶ les pièces plus difficilement accessibles telles que moteurs et boîtes de vitesses, cardans, radiateurs, roues complètes ou jantes, transmission, alternateurs, démarreurs, etc.

Afin de s'assurer du fonctionnement et de la sécurité des pièces d'occasion, un contrôle sera effectué :

- ▶ contrôle visuel avant démontage (vérification de l'état de la carrosserie, de la solidité des fixations, et de la forme de la pièce), les pièces non ré-employables sont valorisées comme matière, et non comme pièce détachée ;
- ▶ contrôle mécaniques des pièces.

Les pièces de sécurité ne seront pas revendues aux particuliers (airbags, prétensionneurs....).

Ces opérations veilleront à respecter les prescriptions suivantes :

- ▶ les critères à satisfaire pour recevoir une qualification de produits seront spécifiés ;
- ▶ ces pièces feront l'objet d'un contrôle par le démonteur selon un plan de contrôle spécifié ;
- ▶ les résultats de chaque contrôle seront tracés et disponibles dans l'installation ;
- ▶ les pièces usagées destinées à une réutilisation seront étiquetées, conditionnées et entreposées selon des pratiques analogues à celles mises en œuvre pour la distribution de produits de première fabrication.

Les pièces démontées destinées à la vente aux particuliers ou professionnels seront stockées en magasinage dans la partie « pièces détachées » du hangar. Une réception vente sera assurée pour les clients à la recherche de pièces détachées.

Les pièces non revendables aux particuliers, mais pour lesquelles un recyclage est techniquement et économiquement possible, seront également démontées. Il s'agit notamment du moteur, radiateur (alu, cuivre), des amortisseurs, étriers, cardans, disques de freins, etc.

➤ **Stockage et élimination des carcasses de VHU**

Une fois les procédures de dépollution et de démontage terminées, les carcasses seront placées en attente d'élimination sur un emplacement spécifique dans la zone de stockage des VHU dépollués, au Nord du site, puis revendues au broyeur agréé SRTM, situé à Boismorand (45), d'agrément broyeur n° PR450002 D.

Sur le site du broyeur, les carcasses subiront une opération de défragmentation. Les différentes matières y seront séparées, triées puis mises en filière de revalorisation.

➤ **Description détaillée des dispositions envisagées en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation**

Afin de répondre aux taux minimums de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation, en dehors des métaux, des batteries et des fluides de VHU, les opérations suivantes de démontage permettront de les atteindre :

- **Démontage des pneus :**

Les pneumatiques non-réutilisables usagés seront démontés, stockés et cédés aux sociétés COPADDEX ou ALIAPUR, pour une mise en filière de transformation et de recyclage. Les pneumatiques ayant un potentiel de revente seront également démontés, stockés et revendus aux particuliers. Par conséquent, la totalité des pneumatiques retirés des VHU sera réutilisée.

- **Démontage du verre :**

Les pièces ne seront pas revendues, et seront laissées sur les véhicules. Les matières pourront être recyclées après broyage.

- **Démontage des composants en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, ...):**

En fonction du modèle, de l'état et de l'année du véhicule, les pièces intéressantes pour la revente seront démontées. Elles pourront être réutilisées en tant que pièces d'occasion.

Si leur état ne permet pas une réutilisation, elles seront placées dans des bennes de 20 m³ pour élimination en centre de recyclage. Cependant, les pièces non-revendables et difficilement démontables seront laissées sur les véhicules et les matières pourront être recyclées après broyage.

- **Démontage des pièces détachées :**

En fonction du modèle, de l'état et de l'année du véhicule, les pièces intéressantes pour la revente seront démontées. Les pièces en bon état comme les feux, clignotants, boîtes de vitesse, alternateurs / démarreurs, embrayages, amortisseurs, trains arrière, cardans, rétroviseurs, sièges, boutons de commande intérieur seront donc réutilisées en tant que pièces d'occasion.

A noter que le suivi du tonnage de tous les déchets éliminés et le nombre de pièces revendues pour le réemploi permettra de déterminer précisément en fin d'année les taux de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation.

De même, nous serons capables de connaître les taux de recyclage et de valorisation de notre prestataire broyeur agréé suite aux exigences réglementaires qui lui sont demandées.

- **Atteinte des taux imposés :**

L'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage impose au point 11° « En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ».

La directive Européenne n° 2000/53/CE du 18/09/00 relative aux véhicules hors d'usage, apporte les définitions suivantes :

- ▶ " **Réutilisation** ", toute opération par laquelle les composants de véhicules hors d'usage servent au même usage que celui pour lequel ils ont été conçus ;
- ▶ " **Recyclage** ", le retraitement, dans un processus de production, des déchets, soit en vue de la même utilisation que celle d'origine soit à d'autres fins mais à l'exclusion de la valorisation énergétique ; par " valorisation énergétique ", on entend l'utilisation de déchets combustibles en tant que moyen de production d'énergie, par incinération directe avec ou sans autres déchets, mais avec récupération de la chaleur ;

- ▶ " **Valorisation** ", toute opération énumérée à l'annexe II, partie B, de la directive 75/442/CEE (phrases R).

La société FONTENAY PIECES AUTO procédera, après réception de l'agrément VHU, à une déclaration annuelle auprès de l'ADEME via le portail SYDEREP conformément à l'arrêté du 2 mai 2012, au plus tard le 31 mars pour l'année N-1.

Cette déclaration détaille les résultats suivants pour l'atteinte des taux de réutilisation et de recyclage, et de réutilisation et de valorisation, sous réserve de certification.

b. Capacité Technique

La société FONTENAY PIECES AUTO est en activité depuis 2 ans, elle exploite un site de dépollution de VHU et de vente de pièce détachées d'occasion sur la Route Nationale 7, lieu-dit «Les Stations» sur la commune de Fontenay-sur-Loing (45210).

Aujourd'hui, face aux demandes croissantes de ces clients fournisseurs, elle souhaite développer ses activités, répondant aux prescriptions réglementaires et conçus pour permettre l'accueil et le traitement d'un plus grand nombre de VHU, et développer le démontage et la vente des pièces détachées de réemploi.

Cette démarche s'appuie sur :

- ▶ Un véritable partenariat entre la société FONTENAY PIECES AUTO et ses clients fournisseurs et repreneurs ;
- ▶ Un suivi de l'innovation technologique pour la mise en œuvre d'équipements de pointe nécessaires à la récupération, la dépollution et au démontage de VHU ;
- ▶ Une adaptation permanente à la réglementation ICPE qui évolue ;
- ▶ Une adéquation à la structure sociale et économique locale.

La société FONTENAY PIECES AUTO bénéficie, à travers son personnel, d'une dizaine d'années d'expériences dans le domaine de la récupération, dépollution, démontage de VHU et vente de pièces détachées.

Afin d'assurer la dépollution et le démontage des VHU, la société FONTENAY PIECES AUTO disposera des moyens suivants :

MOYENS TECHNIQUES

- ▶ Gérant : M. Christophe KASAPOGLU

Son rôle sera de superviser l'entreprise dans son ensemble ainsi que son personnel, de négocier le partenariat et les achats des VHU auprès des professionnels.

↪ Effectif

- ▶ Personnel administratif 1

Son rôle sera d'assurer les entrées et les sorties des véhicules (livre de police), de gérer toutes les formalités administratives et comptables.

- ▶ Chauffeur 1

Leur rôle sera de récupérer les VHU chez les fournisseurs et les particuliers.

▶ Dépollueur	2
Leur rôle sera d'assurer la dépollution conformément au cahier des charges de l'arrêté du 2 mai 2012.	
▶ Démonteur	2
Leur rôle sera de démonter les pièces sur les véhicules et de pouvoir les expertiser afin de déterminer si elles seront destinées à la vente ou non.	
▶ Magasinier / Vendeur	1
Son rôle sera de mettre en rayon les pièces démontées et d'en assurer la vente.	
↳ Matériels :	
▶ Chariots élévateurs	1
▶ Ponts élévateurs	3
▶ Démonte pneus	1
▶ Equilibreuse	1
▶ Extracteur de gaz de climatisation	1
▶ Station de charge climatisation	1
▶ Transpalette hydraulique	1
▶ Chargeurs de batterie	1
▶ Nettoyeur à eau haute pression	1
▶ Compresseur d'air	1
↳ Matériels de transport	
▶ Dépanneuses	3
↳ Informatique	
▶ Logiciel de gestion spécialisé Centre VHU	OPISTO

Les horaires de fonctionnement du site seront de 9h à 18h, du mardi au samedi.

c. Capacité Financière

La société FONTENAY PIECES AUTO dispose de moyens financiers certains afin d'assurer ses activités. Toutefois, la société débutant son activité, elle ne possède pas de chiffre d'affaires pouvant en témoigner.

2.8 Justification du respect des prescriptions générales applicables

Une description des choix techniques et organisationnels est jointe au Chapitre suivant, détaillant les dispositions prises pour répondre aux exigences de l'arrêté Ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Suivi par le Chapitre d'après, d'une description des choix techniques et organisationnels décrivant les dispositions prises pour répondre aux exigences de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, relatif au cahier des charges joint à l'agrément d'un centre VHU.

Ces deux chapitres répondent à la demande de pièce obligatoire au dossier mentionné dans le CERFA n°15679-02, notamment la **Pièce Jointe n°6**.

2.9 Compatibilité du projet avec certains plans, schémas et programmes

Ce chapitre répond à la demande de pièce obligatoire au dossier mentionné dans le CERFA n°15679-02, notamment la **Pièce Jointe n°12**.

- a. (Point 4°) **Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement ;**

Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

SDAGE SEINE-NORMANDIE :

Le projet se situe dans le bassin hydrographique de la Seine et dépend plus précisément du bassin de Seine-Normandie.

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Seine-Normandie 2016-2021 a été adopté le 5 novembre 2015 et est entré en vigueur au 1er janvier 2016. Cependant, par décision du 19 décembre 2018, le Tribunal administratif de Paris a annulé le SDAGE Seine-Normandie 2016-2021 pour vice de forme. Ainsi, le SDAGE Seine-Normandie 2010-2015 redevient applicable.

Ce document compte 8 défis et 2 leviers, déclinés en 43 orientations et 188 dispositions. Ceux qui concernent la future activité de la société FONTENAY PIECES AUTO et les activités des industriels classés, notamment de récupération déchets, sont présentés ci-dessous :

Défi 1 - Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques

Orientation 1 « Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux » et plus précisément :

Disposition 1 « Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur ». Il s'agit notamment d'analyser l'impact des rejets par rapport aux objectifs généraux de non dégradation, de mettre en œuvre les techniques disponibles pour réduire au maximum les rejets de nature physico-chimique au milieu naturel, et de rechercher des techniques alternatives permettant de limiter les rejets ou barrières, telles que l'élévation de températures en période d'étiage et dans les cours d'eau intermittents (stockage sur site, réutilisation d'eau ...).

C'est ainsi que l'autorité administrative tient compte des trois points cités ci-dessus, ce dans le cadre des délivrances d'autorisation au titre des installations classées.

Défi 3 - Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses

Orientation 6 « Identifier les sources et parts respectives des émetteurs et améliorer la connaissance des substances dangereuses ». Le double objectif visé est, d'une part l'identification des principaux émetteurs de substances dangereuses concernées et, d'autre part, la recherche des substances dangereuses dans les milieux et les rejets. Pour ce dernier, les investigations à prendre en compte étant le suivi de la qualité des milieux, le développement et l'utilisation des outils et méthodes d'investigation, et la connaissance des rejets dans les réseaux par les PME/PMI et TPE/TPI.

Orientation 8 « Promouvoir les actions à la source de réduction ou de suppression des rejets de substance dangereuses », et plus précisément :

Dispositions 28 « Renforcer les actions vis-à-vis des déchets dangereux produits en petites quantités par des sources dispersées et favoriser le recyclage ».

Défi 5 - Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future

Orientation 13 « Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses »

Disposition 45 « Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable de manière différenciée en urbanisée et en zone rurale ».

Défi 8 - Limiter et prévenir le risque d'inondation

Orientation 30 « Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque d'inondation » et, plus précisément :

Disposition 136 « Prendre en compte les zones inondables dans les documents d'urbanisme ». L'objectif de prévention des inondations impliquant notamment de déterminer, pour toute nouvelle construction autorisée en zone inondable, et en fonction d'une estimation proportionnée du risque, les conditions permettant d'assurer la sécurité des personnes et la non augmentation de la vulnérabilité des biens.

Les autorisations et déclarations au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau) veilleront à ne pas aggraver les risques d'inondations en privilégiant le recours par les pétitionnaires à ces mêmes moyens.

Compatibilité avec le SDAGE :

Défi 1 - Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques

Les stockages de produits polluants pour l'environnement (filtres à huiles, liquide de refroidissement, lave glace, carburants, ...) seront placés sur des rétentions adaptées. En règle générale, les produits dangereux pour l'environnement seront utilisés sur rétention. De plus, afin de limiter la contamination des eaux de ruissellement sur le site, les activités de dépollution seront toutes réalisées à l'abri dans l'atelier sur surface imperméable. En cas de fuite d'un véhicule ou d'un contenant, du produit absorbant permettra de collecter les liquides polluants ponctuellement. Le cas échéant, ces déchets seront traités comme des déchets dangereux et gérés par des organismes extérieurs compétents.

La société FONTENAY PIECES AUTO disposera d'un séparateur d'hydrocarbures sur son site pour traiter les eaux pluviales de ruissellement avant infiltration dans le site. Le séparateur sera entretenu annuellement (nettoyage et curage) et des analyses d'eau en sortie seront réalisées annuellement de manière à assurer un suivi qualitatif des rejets d'eau de la société.

Le site ne se trouvant pas à proximité d'un cours d'eau, aucun déversement ne sera à craindre.

Défi 3 - Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses

La société FONTENAY PIECES AUTO disposera d'un séparateur d'hydrocarbures permettant de traiter les eaux pluviales de ruissellement. Des analyses et un curage seront réalisés annuellement afin de s'assurer de l'efficacité de l'équipement. De plus, afin de limiter la contamination des eaux de ruissellement sur le site, les activités de dépollution seront toutes réalisées à l'abri dans l'atelier. En cas de fuite d'un véhicule ou d'un contenant, du produit absorbant permettra de collecter les liquides polluants ponctuellement. La protection des eaux souterraines sera réalisée par la mise en place d'un dallage en

enrobé, imperméable, au droit de toutes les zones de transit de VHU non dépollués.

D'une manière générale, la société FONTENAY PIECES AUTO par ses activités de dépollution, démontage pour réutilisation ou valorisation, et par l'élimination de ses déchets par des prestataires agréés, permettra de contribuer à la réduction des pollutions et au recyclage.

Défi 5 - Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future

D'après les données prises sur les arrêtés portant délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation des captages de la Prairie à Nargis, et celui dénommés Puy La Laude P2 et P4 à Cepoy, le site n'est pas inclus dans aucun périmètre de protection des captages d'eau destinées à l'alimentation humaine (Cf. Zonage périmètre de protection du captage AEP en [Annexe 4](#)).

Défi 8 - Limiter et prévenir le risque d'inondation

Le site de la société FONTENAY PIECES AUTO n'est pas concerné par le PPRI de la commune de Fontenay-sur-Loing. De plus, selon la carte nationale de sensibilité aux remontées de nappes, le terrain d'étude n'est également pas concerné par le risque d'inondations par remontées de nappes.

Afin de réduire son impact sur le ruissellement et l'inondation, le site procédera à l'infiltration des eaux pluviales de toiture et de ruissellement via des puits.

En conclusion, le SDAGE Seine-Normandie ne s'oppose pas aux activités du site FONTENAY PIECES AUTO.

b. (Point 5°) Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ;

Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE)

Il existe 35 Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) dans le bassin Seine-Normandie.

D'après les données disponibles sur le site gesteau.eaufrance.fr, l'emplacement du site FONTENAY PIECES AUTO sur la commune de Fontenay-sur-Loing est hors périmètre de couverture d'un SAGE.



Schéma régional des carrières

d. Plans de Préventions et de gestions des déchets

La loi du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) confie aux Régions la compétence de planification de tous les déchets produits sur leurs territoires via l'élaboration puis la conduite du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le PRPGD est un document de planification stratégique porté et animé par la Région, qui vise à coordonner les actions entreprises par l'ensemble des acteurs du territoire concernés par la prévention et la gestion des déchets. Il s'adresse ainsi bien aux collectivités et éco-organismes, qu'aux entreprises, administrations et habitants.

Le PRPGD vise tous les producteurs de déchets (ménages, entreprises, établissements publics) et toutes les catégories de déchets (à l'exception des déchets nucléaires) produits dans la région, importés ou exportés. Il se substitue aux trois types de plans préexistants : les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux, les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics et les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Le PRPGD de la Région Centre-Val de Loire a été adopté en Octobre 2019.

Le Plan fixe des objectifs aux horizons 2025 et 2031. Il repose sur 4 axes majeurs qui s'inscrivent dans une dynamique de maîtrise des impacts sur l'environnement et dans le sens de la réglementation :

- ▶ **Objectif n°1** : Donner la priorité à la prévention et à la réduction de la production de déchets, en réduisant de 10% les DMA en 2020 par rapport à 2010 ;
- ▶ **Objectif n°2** : Lutter contre l'obsolescence programmée des produits manufacturés ;
- ▶ **Objectif n°3** : Développer le réemploi et augmenter la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation, notamment des DEEE, des textiles et des éléments d'ameublement ;
- ▶ **Objectif n°4** : Augmenter la quantité des déchets faisant l'objet d'une valorisation sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation, respectivement, 55% en 2020 et 65% en 2025 des déchets non dangereux non inertes, mesurés en masse. Généralisation du tri à la source des biodéchets pour tous les producteurs avant 2025.

Dans le cadre des VHU, le Plan a pour objectif de promouvoir la filière de traitement des Véhicules Hors d'Usage pour lutter contre les centres illégaux. Cet objectif est décliné par les actions suivantes :

- ▶ Mieux connaître le réseau d'installations existantes (cartographie...), communiquer sur celui-ci et planifier si nécessaire le déploiement de nouvelles activités de proximité ;
- ▶ Lutter contre les sites illégaux via des actions de sensibilisation des particuliers sur la nécessité de céder un VHU uniquement à un site autorisé et agréé pour la récupération des véhicules afin d'éviter les sites illégaux, ainsi que des PME-PMI (garagistes...).

L'installation de la société FONTENAY PIECES AUTO présentera les intérêts suivants :

- ▶ L'activité de récupération de VHU se situe dans la chaîne de gestion globale des véhicules en fin de vie et constitue un maillon indispensable dans l'industrie automobile ;
- ▶ Le site sera un véritable relais pour optimiser les coûts logistiques et environnementaux de collecte des déchets :
 - réduire l'impact du transport lors de la collecte,
 - limiter la mise en décharge de matières valorisables grâce à des opérations de récupération sur les VHU de pièces pouvant être réemployées, recyclées et valorisées.

- ▶ Améliorer la part valorisable des déchets sur le département du Loiret et les départements limitrophes ;
- ▶ La réduction à la source des déchets dangereux présents dans les VHU récupérés, puis leur mise en filière de recyclage ou valorisation.

De plus, la société sera notamment susceptible de produire quelques déchets ménagers (papiers, ordures diverses, verres, emballages, cartons, ...) en faibles quantités, dus au personnel se trouvant sur le site et non en lien avec l'activité VHU elle-même. Ces déchets seront collectés par les services municipaux.

La société s'engage également à respecter la tenue d'un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets, la réalisation d'un BSDD à chaque enlèvement, ainsi que la réalisation des déclarations annuelles ADEME et GEREPE.

Ainsi, le projet de la société FONTENAY PIECES AUTO est compatible avec le PRPGD de la Région Centre-Val de Loire.

e. (Point 24°) Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement :

D'après le site internet agriculture.gouv.fr, « la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole s'appuie sur la directive 91/676/CEE dite directive « nitrates » ». Cette directive du 12 décembre 1991 vise à « réduire la pollution des eaux provoquée ou induite par les nitrates à partir de sources agricoles et prévenir toute nouvelle pollution de ce type. » (article premier).

L'arrêté préfectoral n° 2007-1635 du 1^{er} octobre 2007, complété par le n° 2015049-0001 du 13 mars 2015, par le n° 2015-155-14 du 4 juin 2015, et par le n° IDF-2018-07-02-005 du 2 juillet 2018 dressent la liste des communes du Bassin Seine-Normandie implantées en zone vulnérable et faisant donc l'objet des actions de protection du programme national. Dans l'arrêté du 1 octobre 2007, on constate que les territoires de l'ensemble des communes du Loiret appartenant au district hydrographique Seine-Normandie sont désignés en zone vulnérable sans distinction.

Concernant le site de la société FONTENAY PIECES AUTO à Fontenay-sur-Loing, les activités exploitées ne sont pas d'origine agricole, et ne sont pas émettrices ou utilisatrices de nitrates. De ce fait, les activités et infrastructures du site ne sont pas concernées par ce programme d'actions national.

f. Mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R.222-36

Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

Le département du Loiret possède un Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération orléanaise, approuvé par arrêté préfectoral du 5 août 2014.

La figure ci-après présente les communes du département du Loiret concernées par ce plan.

Liste des communes :

Boigny-sur-Bionne
Bou
Chanteau
Chécy
Combleux
Fleury-les-Aubrais
Ingré
La-Chapelle-Saint-Mesmin
Mardié
Marigny-les-Usages
Olivet
Orléans
Ormes
Saint-Cyr-en-Val
Saint-Denis-en-Val
Saint-Hilaire-Saint-Mesmin
Saint-Jean-de Braye
Saint-Jean-de-la-Ruelle
Saint-Jean-le-Blanc
Saint-Pryvé-Saint-Mesmin
Saran
Semoy

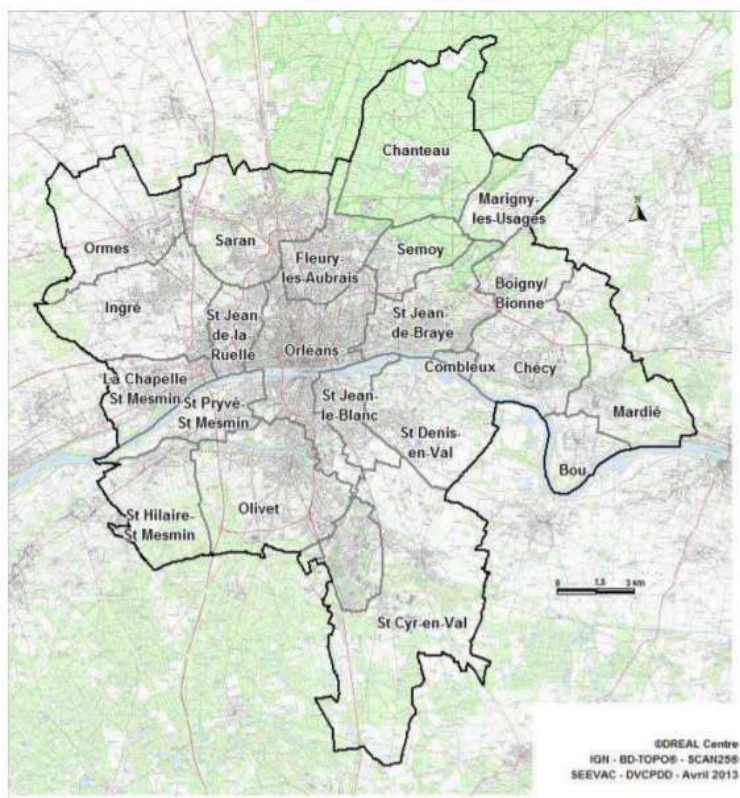


Figure 12 : Extrait de la carte du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération d'Orléans
(Source : www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr)

Cependant, le PPA ne concerne pas la commune de Fontenay-sur-Loing.

3 Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-5 du code de l'env.)

Demande d'aménagement aux prescriptions générales

Aucun aménagement aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 n'est demandé.

4 Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-6 du code de l'env.)

4.1 Permis de construire

Le site dispose d'ores et déjà de locaux administratifs et de hangars.
Aucun permis de construire n'est donc nécessaire.

4.2 Permis de défrichement

Aucun permis de défrichement n'est nécessaire dans le cadre du projet du site.

5 Garantie Financière

En application des Articles R. 516-1 et R 516-2 du Code l'environnement et du Décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement, et de l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et notamment son annexe 1, la rubrique 2712 n'est concerné par la garantie que si la surface déclarée au titre de cette rubrique est supérieure à 10 000 m².

En ce qui concerne le site de la société FONTENAY PIECES AUTO, la surface du site lié à l'activité de Centre VHU est de 3 284 m². La société n'a donc pas l'obligation de constituer de garanties financières vis-à-vis de cette rubrique.